

**ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE
DE L'ENFANT ET DE L'ADOLESCENT À L'ADULTE
DE MAINE-ET-LOIRE - A.S.E.A. 49**

EXERCICE CLOS LE 31 DÉCEMBRE 2024

**RAPPORT
DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

S O M M A I R E

PAGES

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

1 à 4

COMPTES ANNUELS

- . Bilan Actif-Passif
- . Compte de résultat
- . Annexe

5 - 6

7 - 8

9 à 23

**ASSOCIATION POUR LA SAUVEGARDE DE L'ENFANT
ET DE L'ADOLESCENT À L'ADULTE DE MAINE-ET-LOIRE - A.S.E.A. 49**

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901
Adresse : 46, route du Plessis-Grammoire - B.P. 20104
49182 SAINT-BARTHÉLEMY-D'ANJOU CEDEX

Rapport du Commissaire aux Comptes sur les comptes annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'A.S.E.A. 49,

OPINION

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre Assemblée Générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'A.S.E.A. 49 relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

FONDEMENT DE L'OPINION

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du Commissaire aux Comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de Commissaire aux Comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

JUSTIFICATION DES APPRÉCIATIONS

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R. 821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

VÉRIFICATIONS SPÉCIFIQUES

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier du Trésorier et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'association.

RESPONSABILITÉS DE LA DIRECTION ET DES PERSONNES CONSTITUANT LE GOUVERNEMENT D'ENTREPRISE RELATIVES AUX COMPTES ANNUELS

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

RESPONSABILITÉS DU COMMISSAIRE AUX COMPTES RELATIVES À L'AUDIT DES COMPTES ANNUELS

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le Commissaire aux Comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- Il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne.
- Il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne.
- Il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels.
- Il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier.

- Il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à ANGERS, le 4 juin 2025

Le Commissaire aux Comptes
BECOUZE

Stéphanie GARNIER

✓ Certified by  yousign

S. GARNIER
Associée

Ce rapport comprend 23 pages.

BILAN DE L'ASEA 49 AU 31/12/2024

ACTIF	Montant Brut 31/12/2024	Amort. et Prov. 31/12/2024	Montant Net 31/12/2024	Montant Net 31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE				
Immobilisations incorporelles :				
Frais d'établissement				
Autres immobilisations incorporelles	176 430,61	170 406,61	6 024,00	12 872,30
Immobilisations incorporelles en cours				
Immobilisations corporelles :				
Terrains	944 368,19		944 368,19	944 368,19
Constructions	19 839 675,71	11 953 574,75	7 886 100,96	8 363 532,25
Installations techniques, matériels et outillage	1 958 654,28	1 851 285,95	107 368,33	113 560,59
Autres immobilisations corporelles	3 339 726,60	2 758 742,71	580 983,89	594 218,50
Immobilisations corporelles en cours	188 623,80		188 623,80	15 548,75
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
Immobilisations Financières :				
Participations et créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	2 092 168,24	13 368,63	2 078 799,61	2 050 738,41
Prêts			0,00	0,00
Autres immobilisations financières	131 705,13		131 705,13	126 200,98
TOTAL I	28 671 352,56	16 747 378,65	11 923 973,91	12 221 039,97
ACTIF CIRCULANT				
Stocks et en-cours :				
Matières premières et fournitures				
Autres approvisionnements				
En-cours de production (biens et services)				
Produits intermédiaires et finis				
Marchandises				
Avances et acomptes versés sur commandes	12 137,20		12 137,20	8 278,00
Créances (2) :				
Créances redevables et comptes rattachés (3)	2 569 241,10		2 569 241,10	1 617 516,97
Autres créances	221 100,45		221 100,45	199 817,49
Valeurs mobilières de placement				
Disponibilités	6 003 687,73		6 003 687,73	6 611 005,01
Charges constatées d'avance	31 249,55		31 249,55	27 285,72
TOTAL II	8 837 416,03		8 837 416,03	8 463 903,19
Frais d'émission des emprunts III				
Primes de remboursement des obligations IV				
Ecart de conversion (actif) VI				
TOTAL ACTIF (I +II+III+IV+V+VI)	37 508 768,59	16 747 378,65	20 761 389,94	20 684 943,16
(1) Un tableau annexé à ce bilan doit détailler les différents comptes de liaison relatifs à l'investissement, à l'exploitation et à la trésorerie pour cet établissement entre cet établissement et les autres établissements et services concernés.				
(2) Dont à moins d'un an : 2 790 341,55 Dont à plus d'un an : 10 000,00				
(3) Dont créances mentionnées à l'article R.314-96 du CASF.				

BILAN DE L' ASEA 49 AU 31/12/2024

6

PASSIF	Montant Net 31/12/2024	Montant Net 31/12/2023
FONDS PROPRES		
Fonds propres sans droit de reprise	831 083,88	831 083,88
Fonds propres avec droit de reprise	121 959,21	121 959,21
Dons et legs	121 959,21	121 959,21
Subventions d'investissement sur biens renouvelables		
Ecart de Réévaluation	2 051 432,19	2 051 432,19
Réserves :	4 524 740,74	4 668 797,23
Excédents affectés à l'investissement	2 309 376,80	2 309 376,80
Réserves de compensation	1 367 791,37	1 511 847,86
Excédents affectés à la couverture du besoin en fonds de roulement	831 879,45	831 879,45
Autres réserves	15 693,12	15 693,12
Report à nouveau :	-1 347 048,53	-386 404,02
Report à nouveau (gestion non contrôlée)	799 524,32	852 419,72
Report à nouveau (gestion contrôlée)	-402 425,83	353 304,80
Dépenses refusées ou inopposables aux tiers financeurs	-824 173,73	-824 173,73
Dépenses dont la prise en compte par les tiers financeurs est différée	-919 973,29	-767 954,81
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit) (1)	88 352,01	-1 104 689,94
Fonds propres consommables		
Subventions d'investissement sur biens non renouvelables	1 126 783,71	1 217 317,80
Provisions réglementées :	5 070 912,14	4 935 072,69
Couverture du besoin en fonds de roulement	1 374 449,94	1 374 449,94
Amortissements dérogatoires et provisions pour renouvellement des immobilisations		
Réserves des plus-values nettes d'actif	3 226 549,74	3 223 549,74
Produits financiers des ESSMS	469 912,46	337 073,01
TOTAL I	12 468 215,35	12 334 569,04
FONDS REPORTÉS ET DÉDIÉS		
Fonds reportés liés aux legs ou donations		
Fonds dédiés	1 341 651,42	1 365 583,38
TOTAL II	1 341 651,42	1 365 583,38
PROVISIONS		
Provisions pour risques	261 038,54	23 191,17
Provisions pour charges	52 285,00	15 918,00
TOTAL III	313 323,54	39 109,17
DETTES		
Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit (2)	1 991 492,32	2 185 836,42
Emprunts et dettes financières divers (3)	390,00	390,00
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
Redevables créditeurs		7,41
Dettes fournisseurs et comptes rattachés (4)	616 183,11	702 897,91
Dettes sociales et fiscales	3 734 030,20	3 768 432,44
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	21 223,64	26 621,06
Autres dettes (5)	141 952,98	158 110,15
Produits constatés d'avance	132 927,38	103 386,18
TOTAL IV	6 638 199,63	6 945 681,57
Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL PASSIF (I +II+III+IV+V)	20 761 389,94	20 684 943,16
(1) Dont compte 1201 : 1 074 696,51 et compte 1291 : 916 803,24 résultats sous contrôle de tiers financeurs.		
(2) Dont concours bancaires courants et soldes créditeurs de banques : 0,00		
(3) En particulier : cautions versées par les résidents à leur entrée dans l'établissement.		
(4) Dont à plus un an : 0,00 Dont à moins un an : 613 183,11		
(5) Dont fonds des majeurs protégés : 0,00		

COMPTE DE RESULTAT 2024 DE L'ASEA 49 (En liste)

PRODUITS ET CHARGES	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de marchandises		
Production vendue :		
- prestations de services		
- divers	224 611,34	270 708,09
Production stockée ou déstockage de production		
Production immobilisée		
Dotations et produits de tarification	34 988 100,53	33 511 479,49
Subventions d'exploitations et participations	1 460 569,57	1 506 138,06
Reprises sur amortissements et provisions		49 698,00
Transferts de charges	282 271,87	279 275,39
Utilisations des fonds dédiés	604 546,59	377 138,27
Autres produits	188 667,19	169 319,51
TOTAL I	37 748 767,09	36 163 756,81
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stock		
Variation de stock		
Achats d'autres approvisionnements		
Variation de stock		
Achats non stockés de matières et fournitures	2 132 195,92	2 325 750,19
Services extérieurs et autres	5 991 140,43	5 840 736,88
Impôts, taxes et versements assimilés :		
- sur rémunérations	2 111 112,16	2 112 206,17
- autres	126 904,82	107 763,50
Charges de personnel :		
- salaires et traitements	18 218 613,21	18 278 761,33
- charges sociales	7 207 773,74	7 058 160,00
Dotations aux amortissements et provisions :		
Dotations aux amortissements :		
- des immobilisations	939 646,61	985 140,43
- des charges d'exploitation à répartir		
Dotations aux provisions :		
- sur actif circulant		
- pour risques et charges d'exploitation	36 367,00	
Reports en fonds dédiés	580 614,63	572 452,66
Autres charges	175 247,76	189 981,12
TOTAL II	37 519 616,28	37 470 952,28
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	229 150,81	-1 307 195,47
Quote-parts de résultat sur opérations faites en commun (II)		
Bénéfice ou perte transférée III	1 668 047,00	1 573 412,00
Perte ou bénéfice transféré IV	1 668 047,00	1 573 412,00

PRODUITS FINANCIERS		
De participations et des immobilisations financières		
Revenus des valeurs mobilières de placement, escomptes obtenus et autres produits financiers	170 068,45	127 248,92
Reprises sur provisions	16 226,38	108 710,52
Transferts de charges		
Différences positives de change		
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL V	186 294,83	235 959,44
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements et aux provisions		
Intérêts et charges assimilées	38 973,42	42 149,85
Différences négatives de change		
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL VI	38 973,42	42 149,85
2. RESULTAT FINANCIER (V - VI)	147 321,41	193 809,59
3. RESULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV + V - VI)	376 472,22	-1 113 385,88
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion		
- exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	146 201,87	214 849,12
Reprises sur provisions :		
- reprises sur provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- reprises sur provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- reprises sur provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif		
- reprises sur autres provisions		
Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs (1)		8 335,03
Transferts de charges		
TOTAL VII	146 201,87	223 184,15
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion		
Exercice courant		
Exercices antérieurs		
Sur opérations en capital	27 548,59	31 770,99
Dotations aux amortissements et aux provisions :		
- dotations aux provisions réglementées destinées à la couverture du B.F.R.		
- dotations aux provisions réglementées pour renouvellement des immobilisations		
- dotations aux provisions réglementées : réserves des plus-values nettes d'actif	3 000,00	
- dotations aux autres provisions réglementées	132 839,45	103 737,79
- dotations aux autres provisions	237 913,04	15 368,43
TOTAL VIII	401 301,08	150 877,21
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (VII - VIII)	-255 099,21	72 306,94
Participation des salariés aux résultats (IX)		
Impôts sur les bénéfices (X)	33 021,00	63 611,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V + VII)	39 749 310,79	38 196 312,40
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VIII + IX + X)	39 660 958,78	39 301 002,34
BENEFICE	88 352,01	0,00
PERTE	0,00	-1 104 689,94

A

nnexe aux comptes annuels

Le bilan avant répartition de l'exercice clos au 31/12/2024 présente un total actif et passif de 20 761 389.94€ (après neutralisation des comptes de liaison) et le compte de résultat de l'exercice un excédent de 88 352.01€. L'exercice a une durée de 12 mois recouvrant la période du 01/01/2024 au 31/12/2024. Les notes et tableaux ci-après font partie des comptes annuels.

FAITS MAJEURS DE L'EXERCICE

IMMOBILISATIONS

Au cours de l'exercice 2024, les acquisitions d'immobilisations s'élèvent à 609 K€, dont 139 K€ pour des travaux de rénovation énergétique dans les bureaux du SAEMO situés au 98 et 100 boulevard Henri DUNANT à Monplaisir. Ces travaux perdurent sur l'année 2025.

REPRISE DU DÉFICIT 2022 DU DAHPE

Par arrêté du 6 janvier 2025, le Conseil Départemental du Maine-et-Loire a financé les déficits 2022 du DAHPE de 1 431 K€ sur les dotations globales de 2024.

SUBVENTIONS

Les subventions de le l'ILM Ukraine pour 260 K€ et du SAS Ukraine pour 301 K€ relatives à l'hébergement de réfugiés ukrainiens ont été reconduites sur l'année 2024. Au 31/12/2024, les parties non utilisées de ces deux subventions sont constatées en fonds dédiés pour des montants respectifs de 145 K€ et 137 K€.

L'INDEMNITÉ SÉCUR AXESS (Sécur pour tous)

Elle engendre une augmentation des charges de personnel de 454 K€. Ces coûts ont été couverts pour partie par des financements (ARS et DDETS) à hauteur de 283 K€.

ACCORD SUR LE TEMPS DE TRAVAIL

Cet accord sur l'annualisation du temps de travail a été mis en place le 01 juin 2024. Le suivi du temps de travail se fait à l'aide de l'outil de gestion de temps « KÉLIO ».

CPOM ARS (CAMSP, CMPP, SESSAD, DITEP, IME)

Le renouvellement du Contrat Pluriannuel d'Objectifs et de Moyens conclu le 18 juillet 2016 entre l'ARS et l'ASEA est en cours de contractualisation. Sa signature est prévue courant 2025.

OBJET SOCIAL, ACTIVITÉS ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

L'Association pour la Sauvegarde de l'Enfant et de l'Adolescent, à l'Adulte de Maine-et-Loire (ASEA 49) a été fondée le 12 janvier 1946 sous le régime de la loi 1901.

L'association qui exerce ses activités à titre principal dans le département du Maine-et-Loire a pour but de promouvoir la protection des enfants et des adolescents, en développant et en gérant des services d'aide, de soutien, de formation, de traitement, plus particulièrement dans le domaine de l'action éducative, de la prévention, de l'intervention psychosociale, scolaire, et médico-sociale et thérapeutique. Son action est étendue au bénéfice des adultes dont les difficultés d'insertion sociale et professionnelles le justifient.

Pour atteindre son but l'Association développe une politique basée sur le bénévolat de ses adhérents et le professionnalisme des personnes qu'elle emploie afin de :

- Répondre aux demandes d'interventions formulées par les organismes relevant des pouvoirs publics, du secteur privé ou des familles,
- Promouvoir toutes les actions nécessaires,
- Participer à l'élaboration de politiques et de mesures en faveur de la protection et de la promotion de l'enfance et de la famille,
- Mettre en place des moyens de repérage de l'évolution des problèmes sociaux afin d'améliorer le dispositif existant et être ainsi force de proposition auprès de ses partenaires.

PRINCIPES, REGLES et METHODES COMPTABLES

MÉTHODES DE PRÉSENTATION DES COMPTES

Les conventions générales comptables ont été appliquées dans le respect du principe de prudence conformément aux hypothèses de base :

- Permanence des méthodes comptables
- Continuité de l'exploitation
- Indépendance des exercices

RÉGLEMENTATION COMPTABLE APPLICABLE AUX ÉTABLISSEMENTS MÉDICO-SOCIAUX

Les articles R.314-1 et suivants du code de l'action sociale et famille (CASF), ainsi que le décret n° 2016-1815 du 21/12/2016 relatifs à la gestion budgétaire et comptable des établissements et services sociaux et médico-sociaux précise les références à partir desquelles la liste des comptes du plan comptable des établissements et services sociaux privés à but non lucratif relevant de l'article L.312-1 du code de l'action sociale et des familles, et à leurs organismes gestionnaires, doit être établie :

- Le plan comptable des établissements publics sociaux et médico-sociaux, couramment désigné M22 (arrêté interministériel du 10/12/2007, actualisé le 01/01/2020 par un arrêté du 23/12/2019 qui abroge celui 20/12/2018)
- Le plan comptable général des associations, fondations et ESMS (règlement ANC 2014-03, 2018-06 et 2019-04 / Abrogation du règlement CRC 99-01).

MÉTHODE D'ÉVALUATION

L'évaluation des éléments de l'actif a été pratiquée par référence à la méthode des coûts historiques.

Cependant, il faut signaler la réévaluation pratiquée en 1984/1985 sur les biens meubles et immeubles présents au bilan, dont l'écart avait été chiffré à **2 051 432.19 €** incorporé dans les fonds propres depuis l'origine et isolé à partir de l'année 2000.

Rapports d'expertises :

- Cabinet ROUX NANTES 9/84
- Maître KONRAT Notaire ANGERS
- E. de la FOYE Expert-Comptable RENNES

MÉTHODES UTILISÉES POUR LE CALCUL DES AMORTISSEMENTS, ET DÉTAIL DES PROVISIONS ET FONDS DÉDIÉS

AMORTISSEMENTS

L'ensemble des immobilisations figurant au bilan est amorti selon le mode linéaire. Les durées pratiquées pour les immobilisations non décomposables acquises antérieurement à 2007 sont les durées d'usage.

Les durées pratiquées pour les immobilisations décomposées (Biens immobiliers) ou celles acquises à compter du 01/01/2007 sont les durées réelles d'utilisation du bien.

PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES

Les provisions pour risques et charges qui s'élevaient, au 31/12/2023, à la somme de 39 109.17 € ont été évaluées à **313 323.54 €**, au 31/12/2024.

Provisions pour risques sociaux

La provision pour risques sociaux constatée à la fin de l'exercice 2024 s'élève à **261 038.54 €**. Elle se répartit par établissement de la façon suivante :

DAHPE	214 252.09	Demande de dommages et intérêts (litiges prud'homaux)
DITEP le Colombier	46 786.45	Demande de dommages et intérêts (litige prud'homal)
Total en €	261 038.54	

Provisions pour autres risques et charges

Ces provisions s'élèvent à **52 285 €** et concerne :

CAVA	32 159.00	Indemnité SÉGUR AXESS
Association	20 126.00	Impôt sur placements financiers
Total en €	52 285.00	

FONDS DÉDIÉS

Le montant des fonds dédiés correspondant à des projets dont les dépenses n'ont pas été engagées pour tout ou partie, s'élève à **1 341 651.42 €** au 31/12/2024.

REPARTITION DES FONDS DEDIES EXPLOITATION PAR ETABLISSEMENT ET PAR PROJET

PROJETS	SESSAD	DITEP le Colombier	IME le Coteau	CFD - CAMSP	CFD - CMPP	ASILE	CAVA	PREV. SPEC.	SIE	TOTAL
3ème PLAN AUTISME	2 990,40	13 500,00	9 001,21	32 701,37	3 000,00					61 192,98
Formation "la bientraitance"	1 750,00									1 750,00
Cartographie des risques	720,00	720,00	1 320,00	276,00	1 104,00					4 140,00
Système d'information	4 173,92	4 173,92	4 994,16	960,20	3 840,80					18 143,00
Formation les élus du CVS		1 200,00								1 200,00
RAPT (Réponses Accompagnées Pour Tous)			27 477,13							27 477,13
Prestations d'orthophonie				25 806,14	9 550,66					35 356,80
Entretien restitution de véhicules de location	11 221,15	11 331,04	18 844,55	2 091,28	14 364,71					57 852,73
Renforcement équipe				152 836,53	140 863,71					293 700,24
Moyens supplémentaires CPOM	5 000,00	10 000,00	10 000,00							25 000,00
IML CI équipe CIP							110 106,60			110 106,60
Hors les murs							31 846,17			31 846,17
IML sous-location							95 716,84			95 716,84
IML Ukraine							144 771,15			144 771,15
PASSERELLE							19 666,31			19 666,31
SAS Ukraine						137 227,31				137 227,31
Allègements de charges									109 915,00	109 915,00
Prévenir les violences sexuelles								574,94		574,94
la parenthèse hors les murs								409,27		409,27
Ludisport cholet saumur								791,88		791,88
actions éducatives printemps été								122,63		122,63
Atelier cin Emma								705,21		705,21
Atelier street art								1 850,40		1 850,40
Projet un été sportif								319,59		319,59
Action multisport Belle Beille								657,32		657,32
Séjour en Charente								957,39		957,39
Chantiers éducatifs								581,15		581,15
Séjours et activités saumur								2 479,04		2 479,04
Bivouac canoë-kayak								2 625,64		2 625,64
Allez les filles								531,61		531,61
Week-end hors les murs								682,14		682,14
Séjour moto-cross								982,69		982,69
Chantiers artistiques Saumur								800,00		800,00
TOTAL	25 855,47	40 924,96	71 637,05	214 671,52	172 723,88	137 227,31	402 107,07	15 070,90	109 915,00	1 190 133,16

AUTRES INFORMATIONS

ENGAGEMENTS DE RETRAITE

L'association ne comptabilise pas de provision pour engagements de retraite. Une information sur le montant de ces engagements est mentionnée en annexe pour l'ensemble des salariés et selon une méthode actuarielle. Le montant de l'engagement s'élève à 2 242 K€ au 31 décembre 2024 en tenant compte des critères suivants :

- On suppose que le départ est à l'initiative du salarié et que la carrière de celui-ci est présumée achevée à l'âge de départ à la retraite de 64 ans. La provision est calculée avec charges sociales. L'anticipation du départ à la retraite par un salarié bénéficiant d'une pension de vieillesse à taux plein, avant 64 ans, n'a pas été calculée. Si le départ devait être à l'initiative de l'employeur, les indemnités seraient soumises à une contribution spécifique de 50%.
- Convention Collective Nationale du travail des établissements et services pour personnes inadaptées et handicapées du 15 mars 1966 (IDCC 413)
- Taux d'actualisation financière : 3.38% (taux iboxx au 31 décembre 2024)
- Taux d'évolution des salaires : 1%
- Table de mortalité retenue : INED 2020-2022
- Table de turnover retenue : moyen (référence logiciel Alfa.Personnel)

EFFECTIFS AU 31/12/2024

	Personnel salarié	Personnel mis à disposition
Cadres	117	0
Agents de maîtrise et techniciens	407	0
Employés	2	0
Ouvriers	80	0
Contrats d'apprentissage	0	0
Total des effectifs	606	0

HONORAIRES DU COMMISSAIRE AUX COMPTES

En application des dispositions de l'article R. 123-198 du Code de Commerce, relatif aux obligations comptables applicables aux personnes morales, le montant total des honoraires des Commissaires aux Comptes figurant au compte de résultat de l'exercice doit être mentionné dans les comptes financiers, en séparant les honoraires facturés au titre du contrôle légal des comptes, de ceux facturés au titre de conseils et prestations de services entrant dans les diligences directement liées à la mission de contrôle légal des comptes.

Cette disposition est applicable à l'association.

Le montant total des honoraires du Commissaire aux Comptes s'élève à **52 175 € TTC**, dont la totalité au titre du contrôle légal des comptes.

RÉMUNÉRATIONS DES DIRIGEANTS

En application des dispositions de l'article 20 de la loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, les associations dont le budget annuel est supérieur à 150 000.00 €, et recevant une ou plusieurs subventions d'une ou plusieurs collectivités publiques dont le montant cumulé est supérieur à 50 000.00 €, doivent publier chaque année dans les comptes financiers les rémunérations ainsi que les

avantages en nature perçus sur l'exercice par les trois plus hauts cadres dirigeants bénévoles et salariés de l'association.

Cette disposition est applicable à l'association.

Les rémunérations et avantages en nature alloués aux trois plus hauts cadres dirigeants au titre de l'exercice 2024 représentent un montant global de **307 160 €**.

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS

CONCOURS PUBLICS ET SUBVENTIONS		
	EXERCICE N (en K€)	EXERCICE N-1 (en K€)
CONCOURS PUBLICS	34 977	33 493
- ÉTAT	10 795	10 526
- ARS	7 263	6 975
- DDETS	2 569	2 572
- Justice	963	979
- COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	24 182	22 967
- Conseil Départemental 49	23 939	22 479
- Départements extérieurs	243	488
- AUTRES	0	0
SUBVENTIONS D'EXPLOITATION	1 460	1 506
- ÉTAT	908	1 005
- COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	547	499
- AUTRES	5	2
SUBVENTIONS D'INVESTISSEMENT	0	0
- ÉTAT	0	0
- COLLECTIVITÉS TERRITORIALES	0	0
- AUTRES	0	0

TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT DE L'ASSOCIATION

TABLEAU DE DÉTERMINATION DU RÉSULTAT EFFECTIF GLOBAL DE L'ENTITÉ GESTIONNAIRE		
	EXERCICE N	EXERCICE N-1
RÉSULTAT COMPTABLE	88 352,01	-1 104 689,94
Reprise du résultat antérieur	-899 591,70	-281 767,40
EXCÉDENT OU DÉFICIT GLOBAL	-811 239,69	-1 386 457,34
Dont résultat effectif sous gestion contrôlée	-756 363,17	-1 333 561,94
Dont résultat effectif sous gestion propre	-54 876,52	-52 895,40

TRANSFERTS DE CHARGES D'EXPLOITATION ET FINANCIERES

	Éléments d'exploitation	Éléments financiers
Avantages en nature	0.00	0.00
Remboursement assurances	26 085.73	0.00
Remboursement formations	0.00	0.00
Remboursements organismes sociaux	198 369.41	0.00
Autres	57 816.73	0.00
Total transferts de charges	282 271.87	0.00

DÉTAIL DU RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

	Charges exceptionnelles	Produits exceptionnels
Valeurs comptables des actifs cédés	0.00	
Autres charges exceptionnelles	27 548.59	
Dotations amortissements exceptionnels	65.67	
Dotations régl. des plus-values nettes d'actif	3 000.00	
Dotations régl. des produits financiers ESSMS	132 839.45	
Dotations pour risques et charges exceptionnels.	237 847.37	
Produits des cessions d'éléments d'actif		3 000.00
Quote-part de subvention d'investissement virée au résultat de l'exercice		90 534.09
Autres produits exceptionnels		52 667.78
Reprises pour risques et charges exceptionnels.		0.00
Total	401 301.08	146 201.87
Résultat exceptionnel	- 255 099.21	

FISCALITÉ

L'Association suit le régime de la fiscalité des organismes sans but lucratif. Elle est hors du champ d'application de la TVA et non soumise à l'impôt sur les sociétés.

Seules les activités de locations et placements financiers sont soumis au régime des impôts commerciaux.

BÉNÉVOLAT ET CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE

Néant.

ASEA 49 - ANNEXE AU BILAN

Exercice

1/1/2024

31/12/2024

Tableau des immobilisations

	Immobilisations cumulées au 31/12/2023	Acquisitions de l'exercice 2024	Diminutions résultant des sorties de l'exercice 2024	Immobilisations cumulées au 31/12/2024
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) + (b) - (c)

Immobilisations incorporelles

Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	176 430,61	0,00	0,00	176 430,61
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				

Immobilisations corporelles

Terrains	944 368,19	0,00	0,00	944 368,19
Agencements et aménagements des terrains,				
Constructions sur sol propre	18 981 772,88	161 101,95	0,00	19 142 874,83
Constructions sur sol d'autrui	664 121,49	32 679,39	0,00	696 800,88
Installations, matériel et outillages techniques	1 931 391,13	27 263,15	0,00	1 958 654,28
Autres immobilisations corporelles	3 170 864,31	214 961,33	46 099,04	3 339 726,60
Immobilisations corporelles en cours	15 548,75	217 072,62	43 997,57	188 623,80

Immobilisations financières

Participations				
Créances rattachées à des participations				
Autres titres immobilisés	2 080 333,42	11 834,82	0,00	2 092 168,24
Prêts				
Autres immobilisations financières	126 200,98	6 932,97	1 428,82	131 705,13

TOTAL GENERAL	28 091 031,76	671 846,23	91 525,43	28 671 352,56
---------------	---------------	------------	-----------	---------------

ASEA 49 - ANNEXE AU BILAN

Exercice

1/1/2024

31/12/2024

Tableau des amortissements

	Amortissements cumulés au 31/12/2023	Augmentations de l'exercice 2024	Diminutions résultant des sorties de l'exercice 2024	Amortissements cumulés au 31/12/2024
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) + (b) - (c)

Amortissements des immobilisations incorporelles

Frais d'établissement				
Frais de recherche et de développement				
Concessions et droits similaires, brevets, licences, marques et procédés, droits et valeurs similaires	163 558,31	6 848,30		170 406,61
Droit au bail				
Autres immobilisations incorporelles				

Amortissements des immobilisations corporelles

Terrains				
Agencements et aménagements des terrains, plantations à demeure				
Constructions sur sol propre	10 867 967,07	632 246,99		11 500 214,06
Constructions sur sol d'autrui	414 395,05	38 965,64		453 360,69
Installations, matériel et outillages techniques	1 817 830,54	33 455,41		1 851 285,95
Autres immobilisations corporelles	2 576 645,81	228 130,27	46 033,37	2 758 742,71
dont : Matériel de Transport	751 939,77	79 793,65	26 173,05	805 560,37
Matériel de bureau et informatique	1 119 672,10	119 409,52	18 812,08	1 220 269,54

TOTAL GENERAL

15 840 396,78	939 646,61	46 033,37	16 734 010,02
---------------	------------	-----------	---------------

Exercice 1/1/2024 31/12/2024

Tableau des provisions, des dépréciations, des fonds dédiés et des réserves	Montant au 31/12/2023	Dotations de l'exercice	Reprises de l'exercice	Montant au 31/12/2024
	(a)	(b)	(c)	(d) = (a) + (b) - (c)

Réserves

Réserves de compensation	1 511 847,86	53 825,70	197 882,19	1 367 791,37
Réserves affectées à l'investissement	2 309 376,80			2 309 376,80
Réserves de Trésorerie	831 879,45			831 879,45
autres réserves	15 693,12			15 693,12

Provisions réglementées

Destinées à la couverture du besoin en fonds de roulement	1 374 449,94			1 374 449,94
Pour renouvellement des immobilisations				
Amortissements dérogatoires				
Des plus values nettes d'actif immobilisé	3 223 549,74	3 000,00		3 226 549,74
Des plus values nettes d'actif circulant				
Des produits financiers des ESSMS	337 073,01	132 839,45		469 912,46

Provisions pour risques et charges

Provisions pour risques	23 191,17	237 847,37		261 038,54
Provisions pour grosses réparations				
Autres provisions pour charges	15 918,00	36 367,00		52 285,00

Dépréciations

Dépréciation des immobilisations				
Dépréciation des stocks et en-cours				
Dépréciation des comptes de tiers				
Dépréciation des comptes financiers	29 595,01		16 226,38	13 368,63

Fonds dédiés

Sur dons manuels				
Sur legs et donations				
Sur concours publics dédiés à l'investissement	162 349,44		10 831,18	151 518,26
Sur concours publics dédiés à l'exploitation	1 203 233,94	580 614,63	593 715,41	1 190 133,16
Sur subvention d'exploitation				

TOTAL GENERAL	11 038 157,48	1 044 494,15	818 655,16	11 263 996,47
---------------	---------------	--------------	------------	---------------

TABLEAU DE VARIATION DE FONDS PROPRES 2024

Variations des fonds propres	AU 31/12/2023	AFFECTATION DU RESULTAT N-1	AUGMENTATION	DIMINUTION	AU 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	831 083,88	0,00	0,00	0,00	831 083,88
- Patrimoine intégré	830 321,64				830 321,64
- Libéralités ayant le caractère d'apport	762,24				762,24
Fonds propres avec droit de reprise	121 959,21	0,00	0,00	0,00	121 959,21
- Libéralités ayant le caractère d'apport	121 959,21				121 959,21
Ecart de réévaluation	2 051 432,19				2 051 432,19
Réserves	4 688 797,23		53 825,70	197 882,19	4 524 740,74
Dont sous gestion contrôlée	4 562 857,44		53 825,70	197 882,19	4 418 800,95
Report à nouveau (RAN)	-386 404,02	-1 104 689,94	197 882,41	53 836,98	-1 347 048,53
Dont sous gestion contrôlée	-405 280,92	-1 037 211,50	197 882,41	53 836,98	-1 298 446,99
Excédent ou déficit de l'exercice	-1 104 689,94	1 104 689,94	1 086 492,89	998 140,88	88 352,01
Dont sous gestion contrôlée	-1 037 211,50	1 037 211,50	1 074 696,51	916 803,24	157 893,27
SITUATION NETTE	6 182 178,55	0,00	1 338 201,00	1 249 860,05	6 270 519,50
Fonds propres consommables	0,00				0,00
Subventions d'investissement	1 217 317,80			90 534,09	1 126 783,71
Provisions réglementées	4 935 072,69		135 839,45		5 070 912,14
TOTAL FONDS PROPRES	12 334 589,04	0,00	1 474 040,45	1 340 394,14	12 468 215,35

MOUVEMENTS DES EMPRUNTS
2024

Date	Durée	Organismes	Total dû à l'origine	Total échu fin ex. (n-1)	Echu pendant l'exercice (n)	Total echu fin ex. (n)	Reste dû fin ex. (n)
01/09/2008	25 ans	Société Générale	118 000,00	52 295,89	5 296,96	57 592,85	60 407,15
01/10/2008	25 ans	Caisse des Dépôts	376 000,00	204 964,68	14 820,18	219 784,86	156 215,14
01/10/2015	20 ans	Société Générale	700 000,00	252 083,74	33 779,54	285 863,28	414 136,72
01/12/2018	15 ans	Société Générale	650 000,00	204 542,74	42 054,67	246 597,41	403 402,59
15/01/2019	15 ans	Banque Populaire Grand Ouest	560 000,00	171 223,69	36 236,94	207 460,63	352 539,37
15/01/2019	15 ans	Banque Populaire Grand Ouest	510 000,00	155 935,67	33 001,47	188 937,14	321 062,86
29/01/2019	15 ans	Banque Populaire Grand Ouest	449 300,00	137 376,68	29 073,74	166 450,42	282 849,58
TOTAUX			3 363 300,00	1 178 423,09	194 263,50	1 372 686,59	1 990 613,41

Etat des Échéances des Créances et des Dettes

Créances (a)	Montant brut au 31/12/2024	Échéances		Dettes (b)	Montant brut au 31/12/2024	Échéances		
		à 1 an au +	à + d'1 an			à 1 an au +	à + d'1 an	à + d'5 ans
Créances de l'actif immobilisé :				Emprunts obligataires convertibles (1) Autres emprunts obligataires (1) Emprunts et dettes auprès des établissements de crédits (1) Emprunts et dettes financières divers (1)				
	Créances rattachées à des participations et autres titres immobilisés							
	Prêts (1)	2 092 168,24	2 092 168,24					
	Autres immobilisations financières	131 705,13	131 705,13		1 991 492,32 390,00	198 708,66 390,00	828 662,67	964 120,99
Créances de l'actif circulant :				Dettes fournisseurs et comptes rattachés Personnel et comptes rattachés Sécurité sociale et autres organismes sociaux Etat et autres collectivités publiques Dettes sur immobilisations et comptes rattachés Autres dettes Produits constatés d'avance				
	Créances clients et comptes rattachés	2 589 241,10	2 589 241,10		616 183,11	616 183,11		
	Autres créances clients				1 571 498,62	1 564 845,62	6 653,00	
	Personnel et comptes rattachés				1 578 005,39	1 578 005,39		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	24 343,25	14 343,25		584 526,19	584 526,19		
	Etat et autres collectivités publiques		10 000,00		21 223,64	21 223,64		
	Autres	196 757,20	196 757,20		141 952,98	141 952,98		
	Charges constatées d'avance	31 249,55	31 249,55		132 927,38	132 927,38		
	TOTAL	5 045 464,47	2 811 591,10		6 638 199,63	4 938 762,97	835 315,67	964 120,99
(1) Montant des prêts accordés en cours d'exercice				(1) Emprunts souscrits en cours d'exercice				
(1) Montant des prêts récupérés en cours d'exercice				(1) Emprunts remboursés en cours d'exercice	194 263,50			
				(2) Dont envers les sociétaires				

(a) Non compris les avances et acomptes versés sur commandes en cours
(b) Non compris les avances et acomptes reçus sur commandes en cours

ENGAGEMENTS
Dettes garanties par des suretés réelles

EMPRUNTS		Durée en année	Début	Fin	Nb de Rbts	Taux	Montant initial	Garanties et Suretés	Objet	Capital dû	
Etablissement	Banque										
ENGAGEMENTS DONNÉS											
C.A.V.A. Sté générale n°215280003300		20	01/10/2015	30/09/2035	240	2,20% Fixe	700 000,00	Privilège Prêteur de deniers	Immeuble 87 Rue Saint Nicolas Saumur		414 136,72
DAHPE Sté générale n°218319009504		15	01/12/2018	01/11/2033	180	1,46% Fixe	650 000,00	Promesse d'hypothèque	Foyer les Palntes 30 Bd Saint-Michel Résidence les Hauts d'Anjou - Angers		403 402,59
DAHPE BPGO n° 09012810		15	15/01/2019	15/01/2034	180	1,35% Fixe	560 000,00	Nantissement de produits monétaires	Le Patio 1 rue Huret Chdlet		352 539,37
DAHPE		15	15/01/2019	15/01/2034	180	1,35%	510 000,00	Nantissement de produits monétaires	La Clairière Chdlet		321 062,86
DAHPE BPGO n° 09012252		15	29/01/2019	28/01/2034	180	1,35% Fixe	449 300,00	Nantissement de produits monétaires	Maison 80 rue Eugène Chaumin Angers		282 849,58
DAHPE Sté générale n°208245000602		25	01/09/2008	01/09/2033	300	5,50% Fixe	118 000,00	Promesse d'hypothèque	Réhabilitation construction 95 rue de la Meignane Angers		60 407,15
ENGAGEMENTS REÇUS											
DAHPE C.D.C. n° 1107187		25	01/10/2008	01/09/2033	100	4,80% Indexé	376 000,00	188 000 € Conseil général 188 000 € commune Angers	Réhabilitation construction 95 rue de la Meignane Angers		156 215,14
TOTAL des EMPRUNTS ASEA							3 363 300,00				1 990 613,41